



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 1 juillet 2017

www.etudes-fiscales-internationales.com/
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite](#)

Je suis la transparence, cette nouvelle vertu par JD Bredin
DISCOURS SUR LA VERTU par Me JEAN DENIS BREDIN ,
Membre de l'Académie Française

Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer

La lettre EFI du 3 juillet pdf

Pour placer dans votre dossier 'les lettres d'EFI' sur votre bureau

Consultation publique de la DGFIP CLIQUEZ

Norme commune de déclaration dans le cadre de l'échange automatique
Réponse avant le 17 juillet 2017

la commission des finances de l'assemblée nationale :

- Président : Éric Woerth ; - Rapporteur général : Joël Giraud :

la commission des finances du sénat

La Présidente : Michèle ANDRÉ Le Rapporteur général : Albéric de MONTGOLFIER

La Direction générale des Finances publiques a présenté son rapport d'activité 2016 : début juin MAIS sans les habituelles annexes statistiques notamment sur le résultat du contrôle fiscal

Lire le rapport d'activité 2016 (pdf 1,53 Mo) Sans aucune statistiques ????

Les statistiques du contrôle fiscal 2016 ont été discrètement et partiellement diffusées dans un rapport de la cour des comptes .A vous de comprendre les raisons de cet inhabituelle discrétion

Les chiffres du contrôle fiscal 2016 (source cour des comptes

L'analyse EFI dans la lettre du 12 juin 2017

Les résultats du contrôle fiscal de 2007 à 2015

(source le bleu parlementaire)

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016

Présenté par M. Édouard PHILIPPE Premier ministre et par M. Gérald DARMANIN Ministre de l'Action et des Comptes publics MAIS pas par Bruno LEMAIRE

Le dossier législatif

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

par Bruno Parent :peu de chiffres mais une synthèse de l'orientation des contrôles

La lutte contre la fraude par Bruno Parent de nouvelles orientations

Taux de déclaration et de recouvrement spontanés (civisme)

La DGFFIP nous fournit des éléments pour déterminer le GAP fiscal le taux de civisme d'acte de déclaration dans les délais est proche de 100%

Efficacité de la lutte contre la fraude fiscale

Le rapport ne mentionne pas contrairement aux autres années les résultats du contrôle fiscal 2016. Ceux-ci ont été analysés partiellement dans le rapport de la Cour des comptes

Exécution des recettes fiscales de l'État en 2016

Prélèvements obligatoires de l'état 2016	
Impôt net sur le revenu	71,8
Impôt net sur les sociétés	30,0
TICPE	15,9
Taxe sur la valeur ajoutée nette	144,4
Autres recettes fiscales	22,0
Recettes fiscales nettes	284,1
Part des PO d'Etat dans le PIB	< 15%

Le montant des PO sociaux a été en 2016 de 537 MME soit > à 24% du PIB [cliquez](#)
Mais peut-on modifier le système social à la française fondé en grande partie sur des prélèvements sur le travail ???

Qui sera donc cet homme d'état qui aura le courage politique pour trouver le juste curseur [entre nos différentes mamelles fiscales](#) en recettes et en dépenses bien sûr !!!

[Les prélèvements sur le travail](#) [OCDE Le coin fiscal sur le travail](#) [EUROSTAT](#)

[Samedi 1er juillet l'Inde est devenu enfin un marché unique, non sans peine pour 1,26 milliard d'habitant soit 17,5 % de la population mondiale.](#)

Cour des comptes La situation et les perspectives des finances publiques en juin 2017	z.. 2
OCDE Paradis fiscaux : il n'y en a plus ??	3
Résidence fiscale: Les juges administratifs doivent analyser les faits significatifs	cliquez 3
L'agrément préalable des fusions est contraire au traité de l'UE (CE 26/06/17	
EUROPARK) cliquez	4
Déclaration des comptes bancaires, assurances, trusts à l'étranger (BOFIP 8 mars 17)	4
TRACFIN : la surveillance renforcée de la Personne politiquement exposée	cliquez 5

Cour des comptes

La situation et les perspectives des finances publiques en juin 2017 [cliquez](#)

La Cour des comptes rend public son rapport annuel sur la situation et les perspectives des finances publiques, incluant l'audit des finances publiques demandé par le Premier ministre. En dépit des efforts engagés, la situation des finances publiques de la France est loin d'être assainie.

[Les pistes d'économies décapantes de la Cour des comptes](#)

par [SOLVEIG GODELUCK](#)

[le dérapage budgétaire français, cette plaie qu'Emmanuel Macron devra cicatriser](#)
par notre ami **Richard WERLY**

[le bilan établi par la cour](#)

La lenteur de la réduction du déficit public de 2012 à 2016 place aujourd'hui notre pays dans une situation en décalage par rapport à nos partenaires européens. La trajectoire financière 2017-2020 présente de nombreux biais de construction qui affectent sa sincérité et elle ne paraît pas pouvoir être respectée.

En 2017, sans mesures fortes de redressement, le déficit public dépasserait l'objectif de 0,4 point de PIB, pour atteindre 3,2 points de PIB ; en 2018 et au-delà, un effort d'économies sans précédent serait nécessaire pour respecter la trajectoire du Programme de stabilité.

La Cour recommande de revoir les méthodes de programmation et de pilotage des finances publiques.

Elle identifie en outre les leviers d'action pouvant être mobilisés pour maîtriser durablement l'évolution de nos dépenses publiques.

[Un indispensable renforcement de la sincérité des prévisions de finances publiques](#)
[Pour atteindre l'objectif d'abord des économies](#)
cliquez pour lire le diapo

[OCDE Paradis fiscaux : il n y en a plus ??](#)

[Cliquez](#)

Telle est la conclusion à laquelle arrive L OCDE [avant la réunion du G20 à HAMBOURG](#) le 7 juillet prochain

[Le communiqué de l OCDE du 28 juin 2017](#)

[L'analyse d' Anne Michel](#) [L'analyse de Richard Hiault](#)

[La liste noire de l'union européenne sur les paradis fiscaux risque elle aussi 'être une coquille vide](#)

Les engagements pris par ces centres offshore, et la coopération amorcée ces derniers mois, ont fait l'objet d'un examen rapide, mais détaillé, ([fast track review process](#)) de la part du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (Forum fiscal mondial) – ce comité de 142 pays adossé à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargé de promouvoir la coopération pour endiguer la fraude et l'évasion fiscales internationales.

[La liste des pays conformes au traité d'assistance sur demande](#)

[Liste des pays signataires avec intention d'échange automatique](#)

[Activated exchange relationships for crs information](#)

Une liste des juridictions non coopératives devait ainsi être élaborée en vue du sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 qui se tiendra à Hambourg en juillet 2017, sachant qu'une juridiction est exclue de cette liste dès lors elle satisfait à au moins deux des trois critères suivants :

[Lire la suite](#)

[Résidence fiscale:](#)

[Les juges administratives doivent analyser les faits significatifs](#) [cliquez](#)

Par une décision en date du 22 juin 2017, le Conseil d'Etat illustre une nouvelle fois la mécanique de qualification de la résidence fiscale.

Il annule d'abord l'arrêt qui lui était soumis. On relèvera que, en plus de ne pas avoir recherché si le contribuable habitait normalement au Burkina Faso, la Cour se fondait

sur la résidence en France de sa fille majeure, en contradiction avec la décision n°386131 du Conseil d'Etat. du 22 juin 2016) et au surplus pour une autre année que celle restant en litige..

[Conseil d'État, 3ème chambre, 22/06/2017, 391379, Inédit au recueil Lebon](#)

APRES RENVOI

[L'agrément préalable des fusions est contraire au traité de l'UE \(CE 26/06/17 EUROPARK\) cliquez](#)

Mise a jour juin 2017*

en clair, le contrôle a priori et discriminatoire de l'évasion fiscale est interdit
seul le contrôle a posteriori est possible notamment par l'application de l'abus de droit

Par une décision en date du 26 juin 2017, le Conseil d'Etat tire les conséquences de la décision de la CJUE relative à la discrimination résultant de la procédure d'agrément préalable applicable aux seuls apports faits à des personnes morales étrangères à l'exclusion des apports faits à des personnes morales françaises mais certains se sont demandés si il n'aurait pas été préférable pour l'administration d'utiliser la procédure d'abus de droit ,procédure reconnue par la directive fusion ([Article 15 de la DIRECTIVE 2009/133/CE du 19 octobre 2009](#))

[Conseil d'État N° 3693119ème - 10ème chambres réunies 26 juin 2017](#)

[Lire la suite](#)

[Déclaration des comptes bancaires, assurances, trusts à l'étranger \(BOFIP 8 mars 17\)](#)

Déclaration des valeurs papiers en zone internationale de transit
[CJUE af C-17/16, 4 mai 2017](#)

[Oussama El Dakkak/ Administration des douanes et droits indirects, Conclusions de l'avocat général M Paolo Mengozzi](#)

L'article 3, paragraphe 1, du [règlement \(CE\) n° 1889/2005](#) du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant ou sortant de la Communauté, doit être interprété en ce sens que l'obligation de déclaration prévue à cette disposition s'applique dans la zone internationale de transit d'un aéroport d'un État membre.

AVRIL 2017

NON DECLARATION DES COMPTES NON UTILISES

[CAA de MARSEILLE, 4ème chambre, 11/04/2017, 15MA03437, Inédit au recueil Lebon](#)

il est constant que le compte LU 07003174383503000 n'a enregistré, au cours de l'année 2009, que des opérations de crédit relatives au versement d'intérêts que ce compte a rapportés et des opérations de débit portant sur des frais bancaires qui y sont attachés ; qu'ainsi l'administration, qui n'allègue pas que M. et Mme B... auraient effectué de leur propre initiative au moins une opération de crédit ou de débit sur le compte litigieux, n'apporte pas la preuve qui lui incombe de ce que ce compte aurait, au sens des dispositions de l'article 344 A précité, été utilisé au cours de l'année 2009 par les intimés ; que dans ces conditions, ces derniers ne peuvent être regardés comme ayant été tenus, au titre de la même année, à l'obligation de déclaration prescrite par les dispositions de l'article 1649 A du code général des impôts ; que, par suite, l'administration n'était pas fondée à leur infliger, au titre de l'année 2009, l'amende prévue par les dispositions du IV de l'article 1736 du même code

maj mars 2017

[Lire la suite](#)

TRACFIN :
la surveillance renforcée de la Personne politiquement exposée cliquez

LES MISSIONS DE TRACFIN

2Pouvoirs de TRACFIN s

- 2.1Le droit de communication 2.2Le droit de consultation
2.3Le droit d'opposition 2.4Les demandes d'échange de renseignements

Des règles de l'UE renforcées pour lutter contre le blanchiment de capitaux, l'évasion fiscale et le financement du terrorisme entrent en vigueur le 27 juin

[Communiqué de presse de la commission](#)

La nouvelle définition des personnes politiquement exposées
[article L561-10 du CMF](#)

[Note interprétative 2013 du GAFI - FATF Guidance :
Politically Exposed Persons \(Recommendations 12 and 22\)](#)

La nouvelle définition des personnes politiquement exposées

Attention la définition de PPE a été élargie aux PPE qui exercent ou ont exercé des fonctions publiques importantes notamment sur le territoire national (les « PPE domestiques ou nationales»).

[L'Article L561-10 du CMF Modifié par Ordonnance n°2016-1635 du 1er décembre 2016 - art. 3](#) dispose en effet

La définition de la PPE depuis le 26 juin

2° Le client, le cas échéant son bénéficiaire effectif, le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation, le cas échéant son bénéficiaire effectif, est une personne qui est exposée à des risques particuliers en raison des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives qu'elle exerce ou a exercées pour le compte d'un Etat ou de celles qu'exercent ou ont exercées des membres directs de sa famille ou des personnes connues pour lui être étroitement associées ou le devient en cours de relation d'affaires ;

[Ancienne version](#) (uniquement les non résidents)

2° Le client est une personne résidant dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou un pays tiers et qui est exposée à des risques particuliers en raison des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives qu'elle exerce ou a exercées pour le compte d'un autre Etat ou de celles qu'exercent ou ont exercées des membres directs de sa famille ou des personnes connues pour lui être étroitement associées ;

Non résident et contrôle de leurs comptes étrangers !!!(CAA Lyon 08.06.17)

Mise à jour juin 2017

Par un arrêt du 8 juin 2017, la CAA de Lyon rappelle que, dans le cadre de l'ESFP, doivent également être produits les comptes sur lesquels le contribuable bénéficie d'une procuration. Dans le cadre d'un examen de la situation fiscale personnelle, l'administration peut examiner les comptes bancaires d'un tiers sur lesquels le contribuable a procuration, afin de contrôler la cohérence entre les revenus déclarés par ce contribuable et les opérations qu'il a personnellement réalisées

[CAA de LYON, 2ème ch 08/06/2017, 15LY03771, Inédit au recueil Lebon](#)
En l'espèce, il s'agissait d'une procuration sur le compte français d'une société suisse ??!..
[Lire la suite](#)

[Précis de fiscalité DGFIP 2017](#)

[Annuaire complet statistique DGFIP 2015](#)

[Cahier statistique synthétique DGFIP 2015](#)

[Accès au CGI et au LPF sur Légifrance](#)

[Accès à la Brochure pratique 2017
\(déclaration des revenus 2016\)](#)

[Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016](#)

[le bilan de la France au 31.12.15.PDF](#)

[Ocde les prélèvements obligatoires](#)